

1 - Actualité nationale et internationale

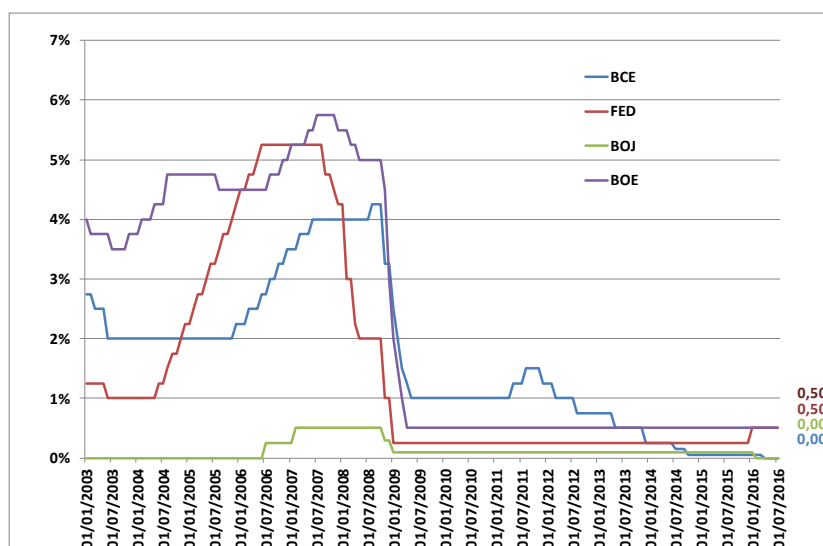
Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016 : Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni.

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. [...] Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. [...] Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : [FMI](#) et [INSEE](#) - Données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEOM : <http://www.ieom.fr/ieom/publications/>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Progression du chômage de 0,2 % sur un mois et recule de 0,7 % sur l'année en France

Fin juin 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 525 700. Ce nombre diminue de 0,2 % sur trois mois (soit -5 300 personnes) ; il progresse de 0,2 % sur un mois (+5 400 personnes) et recule de 0,7 % sur un an (-24 600 personnes). Sur trois mois, ce nombre augmente de 0,6 % pour les moins de 25 ans (+0,8 % sur un mois et -5,7 % sur un an), recule de 0,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (stable sur un mois et -1,2 % sur un an) et de 0,2 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+0,2 % sur un mois et +3,8 % sur un an).

Chômage stable sur un mois et en baisse sur un an en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juillet 2016, en hausse par rapport au mois de juin où il était de 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les postes alimentation, alcool et tabac devraient connaître la progression la plus élevée en juillet (1,4 %, comparé à 0,9 % juin), suivis des services (1,2 %, comparé à 1,1 % en juin), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, stable comparé à juin) et de l'énergie (- 6,6 %, comparé à - 6,4 % en juin).

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Swift

Sécurisation des opérations

Le réseau interbancaire a annoncé le lancement d'une campagne de promotion des outils permettant à ses utilisateurs de sécuriser leurs opérations, dans le cadre du Customer Security Program. Swift a précisé ne pas travailler uniquement à « la sécurisation de l'environnement », mais aussi au « renforcement de la sécurité des produits Swift » et à « la promotion des outils de sécurisation envers les membres du réseau ».

Chine

Endettement

Pékin semble avoir des difficultés à éviter un atterrissage brutal de son économie. Son PIB a progressé de 10 % lors de la dernière décennie pour atteindre 6,6 % cette année. La Chine demeure néanmoins l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale, dont elle assure un tiers de la croissance. Le FMI estime que la Chine doit réagir « de toute urgence » à l'envolée des dettes de ses entreprises et cesser d'utiliser le levier du crédit pour doper son activité.

2- Brèves régionales

[Nouveau plan de relance budgétaire pour le Japon](#)

Le 2 août dernier, le gouvernement japonais a approuvé un nouveau plan de relance budgétaire. D'un montant global de 28 000 milliards de yens (240 milliards d'euros), le plan prévoit notamment de financer des infrastructures dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture. Afin de lutter contre le déclin démographique, des programmes d'aides aux personnels des crèches et d'aides aux personnes âgées seront également mis en place. Enfin, les régions encore sinistrées à la suite des séismes de mars 2011 et avril 2016 pourront être reconstruites. Cette politique s'inscrit dans la continuité des "Abenomics", menés par le Premier ministre Shinzo ABE depuis son retour au pouvoir en 2012. Ces plans de relance, qui reposent sur trois piliers (budgétaire, monétaire, structurel), ont pour objectif de mettre fin à la situation déflationniste dans laquelle le Japon s'enlise depuis plus de vingt ans. Le Parlement japonais votera le plan de relance dès septembre prochain.

[Baisse du chômage et hausse de l'emploi à temps partiel en Australie](#)

Selon une estimation du Bureau des Statistiques australien, le taux de chômage est descendu à 5,7 % au mois de juillet 2016. La croissance des emplois (+26 200 sur le mois) est cependant soutenue par l'augmentation de l'emploi à temps partiel (+71 600), au détriment de l'emploi à plein temps (-45 400). Désormais, plus d'un tiers des actifs détiennent un emploi à temps partiel.

Pour en savoir plus : <http://www.abc.net.au/news/2016-08-18/unemployment-jobs-data-abs-july/7762266>

[Progression des revenus de la pêche aux îles Cook](#)

D'après le gouvernement des îles Cook, le secteur de la pêche a rapporté 9,7 millions de dollars américains l'an passé, soit 40 % de plus que ce qui était prévu. Ces bons résultats seraient en grande partie dus à l'activité des thoniers senneurs. Ils tombent alors qu'un accord pourrait bientôt être conclu avec l'Union européenne, lui accordant un permis de pêche quasiment illimité pour les thoniers-senneurs européens, principalement espagnols, pendant quatre ans, contre une rétribution de 12 millions de dollars. Suite à la forte mobilisation de la population contre ce projet, cet accord pourrait être abandonné prochainement.

[Hausse de la fréquentation touristique aux Samoa](#)

Selon les premières données publiées par l'autorité Samoane du Tourisme, la fréquentation touristique de ce petit pays indépendant a été en hausse de 12 % au cours du premier semestre 2016 par rapport à l'an dernier. Les touristes visitant cet archipel sont principalement originaires des États-Unis et de Nouvelle-Zélande.

3 – Brèves locales

[Signature d'une convention d'échange de compétences entre les Collectivités d'outre-mer du Pacifique](#)

Les Présidents des Assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, et de Wallis-et-Futuna ont signé début août une convention d'échange de compétences. Un voyage à Paris est envisagé avant la fin de l'année 2016, afin de faire le bilan de la situation des Collectivités d'outre-mer dans le Pacifique. Il s'agira ensuite de débattre sur les possibilités d'évolutions des institutions locales.

Mission d'expertise sur les dispositifs d'appui au développement du secteur privé

Dans le cadre du 10e FED, une mission d'expertise sur les dispositifs d'appui aux Très Petites Entreprises et Petites et Moyennes Entreprises (TPE/PME) a été menée par madame PETITEAU Danièle, économiste spécialiste en développement local. Une première visite sur le Territoire avait été organisée du 9 au 18 mai dernier afin de mettre en place des entretiens et des ateliers avec les acteurs économiques locaux. La deuxième partie de la mission a eu lieu du 1^{er} au 5 août 2016. Elle a fait l'objet de l'élaboration de plans d'action pour le développement des petites entités privées. L'accent a été mis sur les problématiques liées aux moyens de financement des projets, sur l'aide à la gestion et l'accompagnement des porteurs de projets, sur la sécurisation des baux sur le foncier d'entreprise et sur l'accès à l'information.

Forum annuel des métiers à Vaimoana

Le collège et lycée agricole de Vaimoana ont accueilli le forum annuel des métiers le mercredi 3 août. Cet événement vise à présenter aux collégiens et lycéens les différents choix d'orientation et perspectives de carrière qui s'offrent à eux. Il permet aux élèves d'avoir accès à l'information sur les secteurs clés de l'économie en termes d'emploi, un premier contact avec le monde du travail, et une meilleure compréhension du lien entre choix d'orientation et débouchés. Ce forum est aussi l'occasion pour les différents professionnels du Territoire de présenter leurs métiers, leurs activités et les possibilités d'embauche existantes. Mis en place à l'initiative du Vice-Rectorat depuis trois ans, il a réuni en 2016 près de 60 professionnels et plus de 250 élèves.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

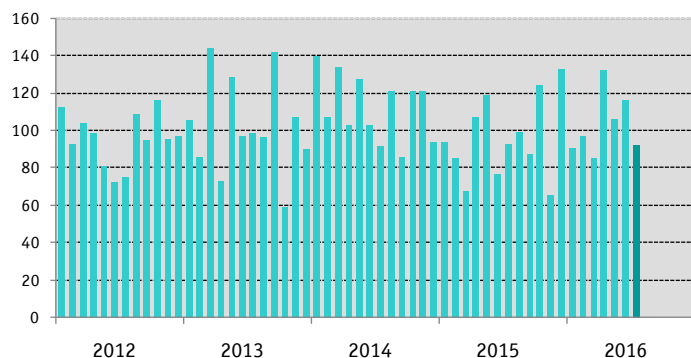
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			2T 16	114,66	-	-1,5%
SMIG mensuel en XPF			juil-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés			déc-15	2 046	-	-0,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	juil-16	520	34,9%	-	
	cumulées	juil-16	3 163	-	5,1%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juil-16	92	-20,7%	-	
	cumulés	juil-16	718	-	12,3%	
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juil-16	42	4,6%	-	
	cumulées	juil-16	280	-	5,3%	
Énergie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	juin-16	4 999	-4,8%	-	
	cumulée	juin-16	10 251	-	11,4%	
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	juin-16	1 967	1,5%	-	
	cumulée	juin-16	3 905	-	10,3%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	juin-16	398	1,2%	-	
	cumulée	juin-16	791	-	-0,5%	
Transports						
Nombre de passagers vols commerciaux extérieurs	trimestriel	juin-16	6 892	-	+278	
	trimestriel	juin-16	4 109	-	+466	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juil-16	4	+2	-	
	cumulé	juil-16	18	-	+1	
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	juil-16	21	+7	-	
	cumulé	juil-16	122	-	+27	

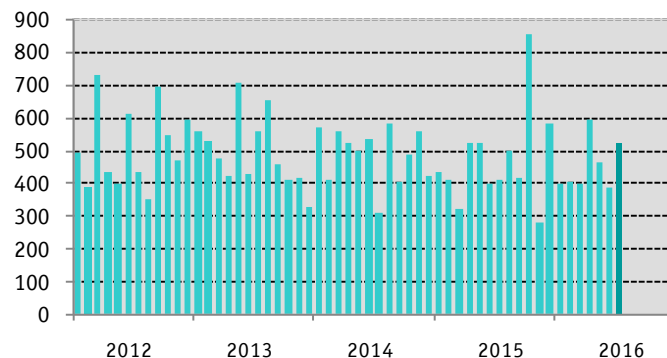
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEWf explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)



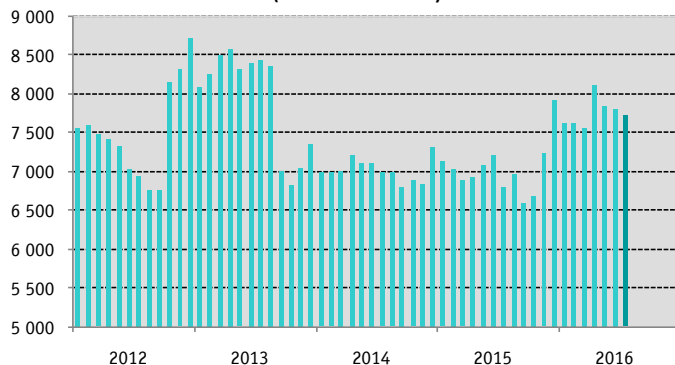
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

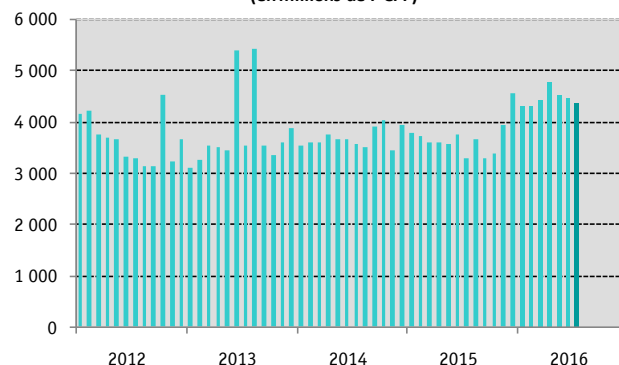
Accroissement de la masse monétaire sur un an résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 088	2 080	2 083	0,2%	-0,2%
Dépôts à vue	3 303	4 455	4 373	-1,8%	32,4%
Total M1	5 391	6 535	6 457	-1,2%	19,8%
M2-M1 (comptes sur livrets)	412	504	503	-0,1%	22,2%
M3-M2 (dépôts à terme)	1 010	762	762	0,0%	-24,6%
Total M3	6 813	7 801	7 722	-1,0%	13,3%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



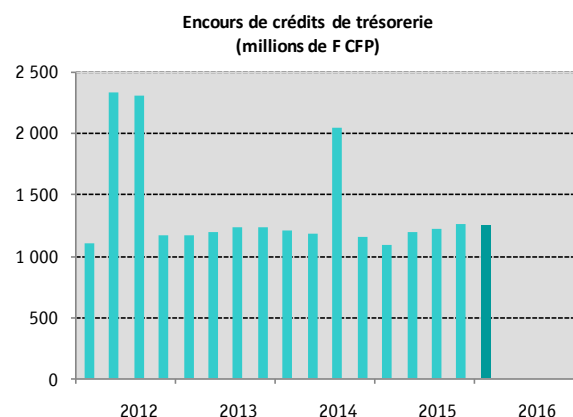
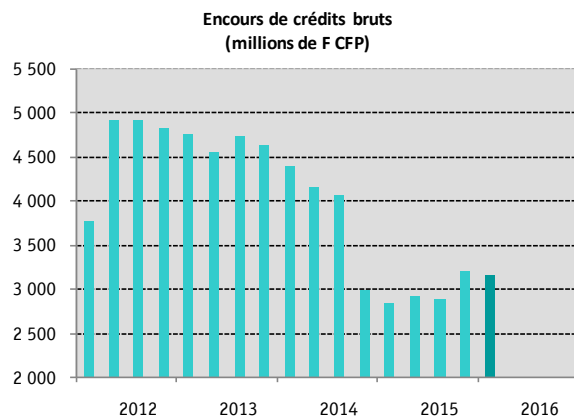
Dépôts à vue
(en millions de F CFP)



Concours de caractère bancaire

Progression de l'encours des crédits, baisse de l'encours des créances douteuses

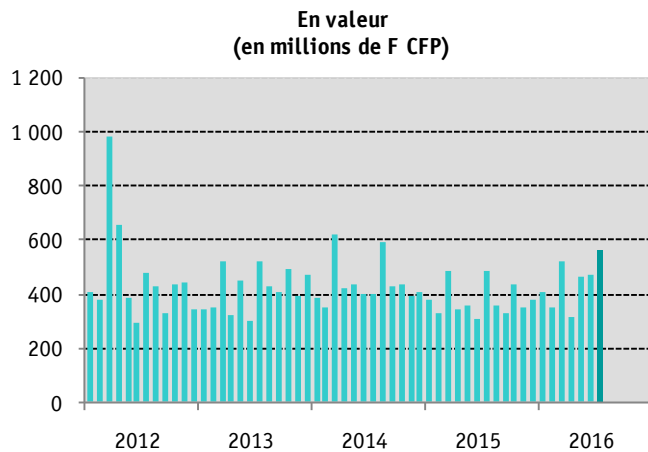
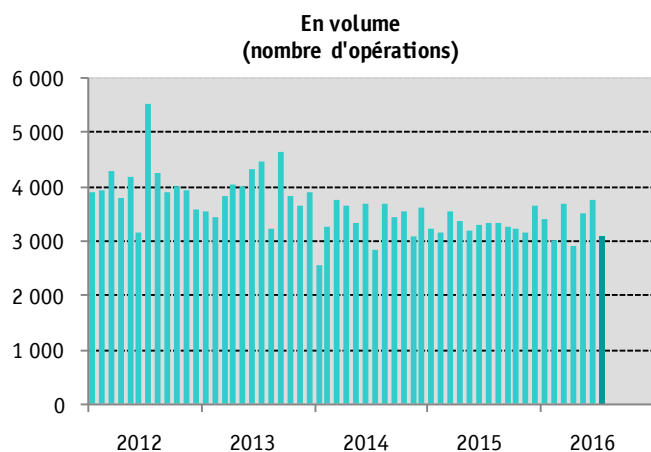
en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	▲/an
Crédits de trésorerie	1 202	1 086	1 251	15,2%
Crédits à l'équipement	2 077	924	1 100	19,1%
Crédits à l'habitat	370	214	221	3,3%
Autres crédits	277	166	211	27,3%
Total encours sain	3 926	2 390	2 784	16,5%
Créances douteuses brutes	461	445	375	-15,7%
Total encours brut	4 386	2 835	3 159	11,4%



Compensation

Progression des opérations de compensation

		juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 333	3 774	3 086	-18,2%	-
	cumulé	23 142	-	23 385	-	1,1%
Compensation	en millions de CFP	487	471	563	19,6%	-
	cumulé	2 686	-	3 079	-	14,6%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires sur le mois et à l'année

en nombre	juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	39	16	8	-50,0%	-
cumulé	398	-	250	-	-37,2%
Retraits de cartes bancaires	0	0	4	-	-
cumulé	0	-	16	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires sur le mois et à l'année

en nombre	juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	299	267	260	-2,6%	-13,0%
- dont personnes physiques	283	252	245	-2,8%	-13,4%
- dont personnes morales	16	15	15	0,0%	-6,3%

en nombre	juil-15	juin-16	juil-16	▲/mois	▲/an
Cotes valides	49	49	49	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	12	0,0%	-33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲/an
Indicateurs économiques				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	116,41	114,66	-1,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	juillet	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juillet	441	438	-0,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juillet	55	47	-14,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	48	60	25,0%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	décembre	2 051	2 046	-0,2%
<i>dont secteur privé</i>	décembre	800	805	0,6%
<i>dont secteur public</i>	décembre	1 251	1 241	-0,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juillet	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	juillet	283	245	-13,4%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juillet	0	16	-
incidents paiements sur chèques (nb)	juillet	398	250	-37,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juillet	824	835	1,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juillet	506	557	10,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juillet	172	242	40,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	47	62	31,9%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juillet	3 010	3 163	5,1%
exportations	juillet	-	-	-
recettes douanières	juillet	914	1 007	10,2%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	juillet	640	718	12,2%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	juillet	266	280	5,3%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	juillet	3 303	4 373	32,4%
M1	juillet	5 391	6 457	19,8%
M2	juillet	5 803	6 960	19,9%
Dépôts à terme	juillet	1 010	762	-24,6%
M3	juillet	6 813	7 722	13,3%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	1 271	1 442	13,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	1 102	1 261	14,4%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	169	181	7,2%
Entreprises	mars	821	830	1,0%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	32	93	190,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	637	602	-5,5%
Collectivités locales	mars	287	503	75,1%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	10	9	-11,3%
créances douteuses brutes	mars	445	375	-15,7%
taux de créances douteuses	mars	15,7%	11,9%	-3,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	2 891	2 966	2,6%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	1 121	1 186	5,8%
Sociétés	mars	1 868	1 913	2,4%
Autres agents	mars	2 092	2 127	1,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
Taux de la facilité de dépôt	21/06/2016	-0,20%	
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	21/06/2016	0,00%	2,75%
Taux de la facilité de prêt marginal	21/06/2016	0,25%	
Taux de l'escompte de chèques	21/06/2016	0,25%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/07/2016	30/06/2016	Var. M-1
EONIA	-0,3210%	-0,2930%	- 0,028 pt
EURIBOR 1 mois	-0,3710%	-0,3640%	- 0,007 pt
EURIBOR 3 mois	-0,2970%	-0,2860%	- 0,011 pt
EURIBOR 6 mois	-0,1860%	-0,1790%	- 0,007 pt
EURIBOR 12 mois	-0,0490%	-0,0510%	+ 0,002 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	juil.-16	juin-16	Var. M-1
TMO	0,4300%	0,6500%	- 0,220 pt
TME	0,2300%	0,4500%	- 0,220 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal deuxième sem. 2016

créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
	4,35%	26/06/2016
autres cas	0,93%	

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average

TMO : taux moyen des obligations publiques

EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate

TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/07/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/07/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/06/2016	30/06/2016	31/05/2016
taux JJ	nd	nd	0,387%	nd	nd	nd	nd	nd	0,479%
3 mois	nd	nd	0,686%	nd	nd	0,022%	nd	nd	0,588%
10 ans emprunts phares	nd	1,481%	1,872%	nd	0,026%	0,110%	nd	95,800%	1,471%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er juillet 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Prêts-relais	4,03%	Découverts en compte	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,92%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	12,91%	Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,40%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	107,3803	1 NZD/XPF	76,4212	1 HKD/XPF	13,8420	1 GBP/XPF	141,3883	
100 JPY/XPF	103,9204	1 AUD/XPF	80,7277	1 SGD/XPF	79,4750	100 VUV/XPF	97,7973	1 FJD/XPF	51,5628

Directeur de la publication: H.GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER

Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G-5 98600 Wallis-et-Futuna

Dépôt légal : 08/16 - Achevé d'imprimer en août 2016 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna

